



Actualités en bref

Conjoncture mensuelle



Intrants



Volailles de chair



Œufs



Palmipèdes gras



Lapins

Réglementation

SOMMAIRE

FRANCE

Enquête avicole : maintien global des marges éleveurs en 2017

Selon l'enquête réalisée par les Chambres d'agriculture, auprès de 333 élevages du Grand-Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Deux-Sèvres, Orne et Nord Pas de Calais), les marges en élevage se maintiennent globalement, malgré des augmentations de vides sanitaires, excepté en poulet export.

En poulet export, la marge brute annuelle a progressé pour atteindre 38,20 €/m² en 2017 grâce à l'amélioration de la productivité. Cependant, les écarts de marge entre le quart supérieur et inférieur des bâtiments spécialisés) atteignent plus de 34 €/m²/an. Les principaux facteurs explicatifs de ces écarts sont la rotation, la densité au démarrage et la productivité au mètre carré.

Une légère amélioration des marges est constatée en poulet standard avec une moyenne de 34.78 €/m²/an. L'écart de marge brute annuelle se réduit entre le quart supérieur et inférieur pour atteindre 22 €/m².

L'évolution des performances en poulet lourd non sexé est semblable à ce qui est observé en poulet standard avec une amélioration du GMQ mais une dégradation des taux de pertes et de saisies. L'accroissement de la productivité par lot compense l'augmentation de la durée des vides sanitaires et la marge brute fléchit légèrement à 36.03 €/m². Une amélioration des performances techniques est constatée en poulet lourd sexé avec un gain sur l'IC et la croissance sur 2017 comparé à 2016. La hausse des charges variables induit cependant un fléchissement de la marge brute à 36.79 €/m².

Les MB progressent également en poulet certifié à 32 €/m² et en poulet label à 33.23 €/m².

Les durées d'élevage en dinde sont revenues quasiment à la normale en 2017. En dinde médium, les critères techniques s'améliorent nettement avec un GMQ qui dépasse les 100 g/jour et une baisse de la mortalité. Cependant l'IC se dégrade légèrement. La marge brute progresse à 35.92 €/m².

Cependant, s'installer avec un bâtiment neuf reste délicat puisque le solde disponible après annuité atteint juste 10€/m² en poulet / dinde standard ou certifié

(Résultats 2017 de l'enquête avicole des Chambres d'agriculture, Juin 18 ; Paysan-breton, 25/06/2018)

Diminution de 15 % du nombre des exploitations d'élevage françaises entre 2010 et 2016

En 2016, la France comptait 437 000 exploitations agricoles, soit 11 % de moins qu'en 2010, selon la dernière enquête d'Agreste sur la structure des exploitations agricoles. La baisse du nombre d'exploitations se poursuit à un rythme ralenti : - 1,9 % par an entre 2010 et 2016, contre - 3 % entre 2000 et 2010. La SAU moyenne augmente en contrepartie de 12 %, pour atteindre 63 ha, soit 7 ha de plus qu'en 2010.

La baisse du nombre d'exploitations est plus marquée dans les spécialisations d'élevage (- 15 %), et notamment dans les élevages de bovin mixte (- 34 %) ou en porcins et volailles (- 26 %) Les fermes mixant culture et élevage sont elles aussi de moins en moins nombreuses (- 22 %) alors que celles spécialisées en production végétale résistent mieux, malgré un recul en arboriculture fruitière. Les surfaces agricoles moyennes sont en hausse dans toutes les spécialisations et plus particulièrement dans les filières d'élevage.

Les très grandes exploitations (plus de 250 000 € de production brute standard) représentent 36 % de la surface agricole et 38 % de la main-d'œuvre, alors que les petites exploitations (moins de 25 000 € de production brute standard) exploitent 7 % des surfaces et 12 % de la force de travail.

En 2016, 36 % des exploitations ont une forme sociétaire contre 30 % en 2010. Elles représentent 64 % de la SAU de la ferme France. En moyenne, une exploitation emploie 1,6 actif. Un fait remarquable, 62 % des exploitations ont sollicité de la main-d'œuvre externe, ETA, Cuma ou groupement d'employeur, contre 55 % en 2010.

(Agreste Primeur n°350. Juin 2018)

Alliances à l'achat dans la distribution

Fin juin, Auchan Retail, le groupe Casino, Metro et le groupe Schiever ont annoncé le lancement d'une alliance à l'achat, à l'international et en France, baptisée Horizon. Une coopération marquant l'aboutissement de trois mois de négociations, dans un premier temps entre Auchan et Casino. Horizon-achats négociera en France les achats avec les grands fournisseurs de marques nationales (les PME et les agriculteurs ne sont pas concernés). Horizon-appels d'offre lancera pour la France des appels d'offres sur les MDD basiques, quant à Horizon-filières (qui ne concerne pas Métro) elle développera des filières communes avec le monde agricole.

Annonce suivie début juillet par celle de Carrefour et Tesco qui évoquent dans un communiqué « leur intention de nouer un accord stratégique de long terme » qui couvrira

les relations stratégiques avec les fournisseurs ainsi que l'achat en commun de produits de marque propre et de biens non marchands. Cet accord ne devrait pas concerner Système U, nouvel allié de Carrefour en France. Si l'idée est « d'améliorer l'assortiment et la qualité des produits à des prix encore plus bas au bénéfice des clients », le communiqué donne peu de détails sur le futur accord.

Mi-juillet, l'Autorité de la concurrence annonçait ouvrir des enquêtes sur ces récentes alliances. L'Autorité a décidé de "renforcer ses investigations" sur ces rapprochements à l'achat et a ouvert pour chacun d'eux, "une enquête afin d'(en) évaluer l'impact concurrentiel sur les marchés concernés, tant à l'amont pour les fournisseurs, qu'à l'aval pour les consommateurs". Selon l'Autorité de la concurrence, les récents accords "se distinguent des accords noués en 2015 par leur périmètre plus large incluant un volet international, et parce qu'ils incluent non seulement des produits à marque nationale (MDF) mais également des produits à marque de distributeurs (MDD)", d'où un renforcement de ses investigations.

Dans ce cadre, "les services d'instruction seront amenés à interroger les fournisseurs concernés par ces accords ainsi que leurs concurrents non concernés pas les accords", précise l'organisme. À ce titre, ils invitent "les fournisseurs, qu'ils soient concernés ou non par ces rapprochements, à se rapprocher d'elle afin de lui faire part d'éventuelles préoccupations qu'ils pourraient avoir" en terme d'effets possibles sur leurs activités.

(Les Marchés, 02/07/2018, Pleinchamp, 16/07/2018)

Nouvelle lecture du Projet de loi agriculture et alimentation prévue le 12 septembre à l'Assemblée

Les députés reprendront les séances dans l'hémicycle en session extraordinaire le 12 septembre avec la nouvelle lecture du projet de loi agriculture et alimentation, selon l'ordre du jour présenté fin juillet à la Conférence des présidents de l'Assemblée. Les sénateurs en feront de même à partir du 25 septembre, date d'ouverture d'une seconde session extraordinaire.

(Pleinchamp, 31/07/2018)

UNION EUROPEENNE

Ralentissement de la croissance de la production européenne de volailles en 2018

Selon la Commission européenne, après une croissance modérée en 2017, suivie d'une forte accélération sur le premier trimestre de 2018 (+3,9 % par rapport à 2017), la

hausse de la production de volailles devrait fléchir. Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance devrait atteindre 1,5 % alors que les importations devraient rebondir après un creux au début de l'année. Pour 2019, la Commission prévoit une stabilisation des volumes.

En parallèle, l'exportation de volailles européennes est sur une tendance positive, avec une hausse de 8 % sur la période de janvier à avril (par rapport à janvier-avril 2017), les années précédentes ayant été impactées par les épizooties d'influenza aviaire. Pour l'ensemble de l'année 2018, les expéditions vers les pays tiers sont attendues à +2,5 %. Les principaux clients de l'UE sont désormais le Ghana (10 % des ventes), l'Ukraine et les Philippines (9 % chacun). Viennent ensuite l'Arabie saoudite, Hong Kong et l'Afrique du Sud. Cette croissance devrait ralentir en 2019.

Le commerce mondial a subi de nombreuses perturbations en 2018, touchant en particulier le premier exportateur mondial, le Brésil. Suite au scandale de la viande avariée, l'Arabie saoudite a fermé ses frontières aux productions du pays, puis la Chine a décrété des mesures anti-dumping. Or, ces deux pays sont ses deux principaux clients. Puis l'UE a retiré les agréments à 20 entreprises. Pour couronner le tout, une grève dans les transports a entraîné la mort de dizaines de millions de poulets...

Conséquence, les importations européennes de volailles brésiliennes sont fortement impactées, avec un recul des volumes de 45 % sur les quatre premiers mois de l'année. La part de marché du Brésil dans le débouché UE a chuté de 50 à 33 %. Les autres pays fournisseurs en ont profité : la Thaïlande (+15 %), l'Ukraine (+136 %) et le Chili (+85 %). Les achats totaux pays tiers de l'UE ont reculé de 9 % sur cette période. Néanmoins, ils sont attendus du même niveau sur l'ensemble de l'année qu'en 2017, et en augmentation significative (+7 %) en 2019.

(La France Agricole, 25/07/2018)

Ouverture de contingents d'importation dans l'UE, dont une partie allouée à la Chine

Le Conseil de l'UE doit approuver prochainement, sans débat, la signature d'un accord avec la Chine sur l'ouverture de contingents communautaires d'importation de produits à base de viande volaille, dont une partie allouée spécifiquement à la Chine. Ces dispositions répondent à la décision d'avril 2017 d'un panel de l'OMC qui avait donné partiellement raison à Pékin dans un différend l'opposant à l'Union à propos de la gestion des contingents ouverts en 2013 par celle-ci dans ce secteur, au profit, essentiellement, du Brésil et de la Thaïlande.

Selon l'accord, qui a été conclu en juin dernier, l'UE ouvre les contingents d'importation suivants pour trois lignes tarifaires: 6 060 tonnes de préparations cuites de canards,

oies ou pintades contenant plus de 57% de volailles avec un droit de 10,9 %, dont 6 000 t allouées à la Chine et 60 t aux autres pays fournisseurs ; 660 t d'autres préparations cuites de palmipèdes ou pintades également au taux de 10,9 %, dont 600 t pour la Chine et enfin 5 000 t de préparations cuites de poulets pour les tous les pays fournisseurs au taux de 8 %.

La part allouée à la Chine dans les deux premiers contingents tarifaires a été établie en accord avec la Thaïlande.

(Agra presse, 27/07/2018), Proposition de décision du Conseil du 5/07/18

Les volailles allemandes de nouveau autorisées en Chine

La Chine a accepté de rouvrir son marché aux importations de viande de volaille allemande, a annoncé la ministre allemande de l'Agriculture Julia Kloeckner début juillet. La Chine avait arrêté les importations en provenance d'Allemagne après l'épidémie de grippe aviaire. Cette décision suit un accord entre la Chine et la Pologne, autorisant à nouveau les exportations polonaises sur le marché chinois après une interdiction de deux ans.

(Les Marchés, 12/07/2018)

Rachat de L&B Wyrębski par Plukon

Dans le cadre de son expansion européenne, le transformateur néerlandais de viande de volaille Plukon Food Group a finalisé l'acquisition d'une participation majoritaire dans l'entreprise polonaise de viande de volaille L & B Wyrębski. "Actuellement, Plukon est l'actionnaire majoritaire de la société (60%), tandis que les membres de la famille Wyrębski, qui ont conservé le statut d'actionnaires minoritaires, détiennent les 40% restants".

Les installations de la société polonaise, situées dans la région centrale de Łódzkie, ont une capacité d'abattage d'environ 25 000 tonnes par an. La valeur de la transaction n'a pas été divulguée.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'acquisition étrangère de Plukon Food Group, mise en œuvre par la société ces dernières années. À la fin de l'année 2016, le groupe néerlandais a conclu un accord avec l'entreprise française avicole Duc Group, propriétaire de quatre sites de production en France et d'un en Bulgarie.

Plukon Food Group a déclaré être l'un des principaux acteurs sur le marché européen de la viande de volaille, avec 18 sites de production en Europe. Outre l'installation polonaise récemment acquise, on compte 10 abattoirs de volaille et huit usines de transformation et d'emballage aux Pays-Bas, en Allemagne, en France et en Belgique. Les

installations du groupe disposent d'un volume hebdomadaire d'abattage d'environ 9 millions de poulets, selon les données publiées par Plukon Food Group.

L'entreprise néerlandaise vend ses produits sous plusieurs marques, telles que Friki, Fairmast et Maïski. En 2017, Plukon Food Group a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,7 milliard d'euros et emploie plus de 5 000 salariés.

La demande de la Pologne pour la viande de volaille devrait continuer à croître au cours des prochaines années, comme l'indiquent les derniers chiffres disponibles de l'Institut d'économie agricole et alimentaire (IERiGZ), basé à Varsovie. En 2018, la consommation moyenne de viande de volaille dans le pays devrait atteindre 30,5 kg par habitant, en hausse par rapport à 30 kg l'an dernier. Le porc devrait rester le type de viande le plus populaire sur le marché polonais cette année, mais sa consommation stagnera à environ 40,5 kg, selon les données de l'institut public.

(Global Meat News, 07/08/2018)

MONDE

Ralentissement attendu de la croissance mondiale pour la décennie 2018-2027

Dix ans après la flambée des prix alimentaires de 2007-08, la situation des marchés agricoles mondiaux a beaucoup changé. La production a fortement augmenté dans toutes les catégories de produits, atteignant même, en 2017, des chiffres record pour la plupart des céréales, des viandes et des produits laitiers, et pour le poisson en général, tandis que les stocks de céréales montaient à des niveaux encore jamais vus.

Parallèlement, la croissance de la demande a commencé à ralentir. Principalement soutenue ces dix dernières années par la hausse du revenu par habitant en République populaire de Chine (ci-après la « Chine »), qui a stimulé la consommation de viande, de poisson et d'aliments pour animaux, la demande décélère aujourd'hui alors que cette source de croissance s'affaiblit et qu'aucune autre ne semble à même, au niveau mondial, de prendre le relais. En conséquence, les prix des produits agricoles devraient rester bas, d'autant plus que le niveau actuellement élevé des stocks rend un rebond improbable dans les prochaines années.

Le ralentissement de la demande devrait persister tout au long des dix prochaines années. La population sera le

principal facteur de croissance de la consommation pour la plupart des produits, même si elle croît elle-même à un rythme plus modéré, comme l'indiquent les projections. De plus, la consommation par habitant de nombreux produits devrait stagner à l'échelle mondiale, notamment celle d'aliments de base comme les céréales et les racines et tubercules, dont les niveaux de consommation sont proches de la saturation dans de nombreux pays.

Dans le secteur de l'élevage, l'évolution des préférences alimentaires au niveau régional et les contraintes sur les revenus disponibles freinent la consommation de viande, mais la demande d'autres produits d'origine animale comme les produits laitiers connaîtra sans doute une croissance plus rapide dans les dix années à venir.

Au niveau mondial, la consommation totale de viande et de poisson devrait augmenter de 15 % au cours des dix prochaines années, tandis que la consommation par habitant ne progresserait que de 3 %, avec des différences très marquées entre les régions. C'est en Afrique subsaharienne que la consommation totale devrait connaître la plus forte croissance (+28 %), mais ce résultat serait dû uniquement à la croissance de la population, car on prévoit que la consommation par habitant reculera de 3 %. En revanche, la consommation par habitant devrait sensiblement progresser en Inde (+12 %, mais à partir d'un niveau bas) et en Chine (+13 %).

Pour la viande, la consommation par habitant enregistrera sa plus forte croissance en valeur absolue dans le monde développé (+2.9 kg par habitant au cours des dix prochaines années), à la faveur de prix en baisse. Il existe donc un fossé croissant avec les pays en développement, où la consommation s'accroîtra de façon plus modeste, de 1.4 kg par habitant, en partie du fait de la limitation des revenus, des faiblesses de la chaîne d'approvisionnement dans certains domaines (absence d'infrastructure pour la chaîne du froid, par exemple) et, dans certaines régions, de la préférence pour des sources de protéines autres que la viande. Dans le monde en développement, les pays les moins avancés (PMA) ne consommeront que 0.3 kg de viande en plus par habitant, en raison de la faible croissance du revenu disponible. D'après les projections, les pays asiatiques de ce groupe consommeraient davantage de viande, mais ceux d'Afrique subsaharienne enregistreraient un recul de leur consommation par habitant pour la viande comme pour le poisson.

La consommation mondiale de volaille par habitant a considérablement augmenté durant la dernière décennie (+16 %), tandis que celle de viande bovine a décliné de près de 5 % entre 2008 et 2017. Pour les dix années à venir, on prévoit un accroissement de 5.5 % de la consommation par habitant pour la volaille (généralement la viande la moins

coûteuse) et un redressement de la consommation de viande bovine, surtout en Chine, avec une hausse de 3.5 %. La consommation de viande porcine par habitant restera stable au niveau mondial, mais elle devrait fortement augmenter dans les régions et les pays où le porc est très apprécié, comme l'Amérique latine et les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam. La Chine contribuera probablement moins qu'auparavant à la croissance de la consommation totale de viande porcine étant donné le niveau déjà élevé de sa consommation par habitant : de 65 % au cours des dix dernières années, sa contribution à l'expansion de la demande ne serait plus que de 45 % sur les dix prochaines. La viande ovine restera un marché de niche dans la plupart des pays, malgré une croissance de la consommation par habitant de +8 % sur la période de projection, principalement en Chine et dans d'autres pays asiatiques où les habitudes alimentaires se diversifient.

(OCDE/FAO (2018), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027*)

Reprise attendue de la production brésilienne en 2019

Selon l'USDA, après un très léger repli estimé de la production brésilienne de viandes de poulet en 2018 (- 0.5%), la production devrait à nouveau progresser en 2019 pour atteindre presque 13.9 MT (+ 2.3 %).

Ce rebond sera favorisé par une reprise des exportations et une croissance de la demande intérieure, en lien avec une reprise de l'économie brésilienne (+ 2.5 % de croissance) et une inflation sous contrôle. La stabilité des prix de l'aliment attendue en 2019, en lien avec une récolte record de soja et des disponibilités en maïs sera également un facteur favorable à cette reprise.

Sur le 1^{er} semestre 2018, le coût de production du vif a augmenté de 17 % au Paraná, en relation avec une flambée du prix de l'aliment (+ 21 %).

La consommation intérieure de viande de poulet devrait progresser à nouveau en 2019 (+ 1.5 %), en lien avec un contexte macro-économique favorable.

Après avoir marqué le pas en 2018, sous l'effet de la crise de confiance dans les systèmes de contrôle sanitaire brésiliens, les exportations brésiliennes sont attendues en hausse de 3 % l'an prochain, grâce à la poursuite de la diversification des pays clients.

Les exportations vers la Chine devraient progresser compte tenu de l'agrément de nouveaux outils d'abattage brésiliens. Cependant les mesures anti-dumping envers le poulet brésilien demeurent une charge pour les exportateurs.

L'Arabie Saoudite, exige maintenant que les volailles ne soient plus étourdies avant l'abattage ; les ventes brésiliennes vers l'Arabie ont ainsi fléchi de 28% sur les sept premiers mois de l'année et de 46% sur le seul mois de juillet. L'issue des négociations en cours demeure incertaine.

Les ventes vers le Mexique et dans une moindre mesure vers le Chili devraient continuer à se développer, accompagnant les agréments de nouveaux outils d'abattage.

Les marchés angolais, irakiens, sud-africains et sud-coréens font l'objet de campagne de promotion et les ventes vers ces destinations devraient continuer à croître.

Les exportateurs brésiliens croient également en une nouvelle progression sur la Russie, alors que le marché vénézuélien devrait demeurer fermé aux volailles brésiliennes.

(USDA Gain Report 14/08/18)

BRF vend des actifs

Le conseil d'administration de BRF a approuvé un plan de restructuration financière et opérationnelle qui comprend la réduction du nombre de vice-présidents de sociétés et la cession d'unités opérationnelles en Europe, en Thaïlande et en Argentine. L'entreprise de viande et de volaille basée au Brésil a révélé que l'objectif du plan de restructuration est de réduire son endettement et d'améliorer sa structure de capital.

BRF a déclaré vouloir se concentrer sur ses transactions sur le marché intérieur brésilien, en Asie et sur les pays musulmans, qui comprend les actifs de Banvit en Turquie. Selon la société, ce sont les marchés sur lesquels elle occupe une position de leader et qui ont de forts avantages concurrentiels.

La société a déclaré qu'elle vendrait des unités opérationnelles en Europe, en Thaïlande et en Argentine, mais a souligné que la vente de ces actifs n'exclut pas l'exportation vers ces marchés.

(LVI Business France 05/07/18)

Rachat de Keystone Foods par Tyson

Tyson Foods a conclu un accord définitif pour racheter les activités de Keystone Foods à Marfrig Global Foods pour 2,16 milliards de dollars en espèces.

L'acquisition de Keystone, un important fournisseur de l'industrie mondiale des services alimentaires en pleine croissance, est le dernier investissement de Tyson Foods dans la poursuite de sa stratégie de croissance et de l'expansion de ses capacités en protéines à valeur ajoutée.

Basée à West Chester, en Pennsylvanie, Keystone fournit du poulet, du bœuf, du poisson et du porc à certaines des plus grandes chaînes de restaurants à service rapide du monde, ainsi qu'aux chaînes de magasins de détail et de dépanneurs.

L'acquisition comprend six usines de transformation et un centre d'innovation aux États-Unis, avec des sites en Alabama, en Géorgie, au Kentucky, en Caroline du Nord, en Pennsylvanie et au Wisconsin. Il comprend également huit usines et trois centres d'innovation en Chine, en Corée du Sud, en Malaisie, en Thaïlande et en Australie. Toutefois, l'acquisition ne comprend pas l'usine de transformation de la viande de bœuf en Ohio.

Selon le président et chef de la direction de Tyson Foods. "Cette acquisition élargira notre présence internationale et nos capacités de production à valeur ajoutée et nous aidera à offrir plus de valeur à nos clients du secteur de la restauration. Keystone constitue une base importante pour la croissance internationale avec son réseau d'exploitation, de vente et de distribution sur les marchés à forte croissance de la région Asie-Pacifique, ainsi que ses exportations vers des marchés clés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. "

Keystone, qui emploie environ 11 000 personnes, a généré des revenus annuels de 2,5 milliards de dollars et un EBITDA ajusté de 211 millions de dollars au cours des 12 derniers mois se terminant le 30 juin 2018. Au cours de la même période, la société a généré environ 65% de ses revenus provenant de la production basée aux États-Unis et les 35% restants provenant de ses usines de la région Asie-Pacifique.

Tyson Foods renforce ainsi sa position de leader. En 2017, Tyson a produit 174,8 millions de livres de poulet prêt à cuire. En 2017, Keystone, la dixième plus grande entreprise de poulets de chair aux États-Unis, a traité 23,8 millions de livres de poulet prêt à cuire.

(Wattagnet.com 20/08/18)

Coalition mondiale pour le bien-être animal

Sept multinationales du secteur alimentaire ont créé la Coalition mondiale pour le bien-être animal (GCAW) afin de faire progresser les normes dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Les sept entreprises (Unilever, Nestlé, Aramark, Compass, Elio, Sodexo et Ikea Food Service) collaboreront toutes avec des experts du

bien-être animal pour accélérer le développement de normes de bien-être élevées.

Deux des cinq objectifs principaux du groupe sont directement liés aux politiques relatives aux cages en poules pondeuses et au bien-être amélioré des poulets de chair - tandis que les trois autres concernent la résistance aux antimicrobiens, les normes mondiales de transport et d'abattage et le bien-être des poissons d'élevage.

GCAW a déclaré qu'il avait pour objectif de "publier un programme de changement pour le premier semestre 2019". L'organisation a déclaré que le système alimentaire mondial "doit maintenir des niveaux élevés de sécurité alimentaire pour les ingrédients d'origine animale, relever les défis tels que la résistance aux antimicrobiens et atténuer l'impact environnemental des nouvelles approches". Trois stratégies doivent être mises en œuvre par la coalition.

- Coopération plus étroite avec les experts du bien-être des animaux d'élevage
- Élaboration de feuilles de route pour les industriels tout en aidant les producteurs à mettre en œuvre de bonnes pratiques de bien-être animal
- Amélioration des connaissances sur le bien-être animal à l'échelle mondiale.

(Poultry World, 07/08/2018)

Lutte contre l'antibio résistance à l'échelle mondiale

Dans un rapport publié le 18 juillet, la FAO, l'OMS et l'OIE dressent un état des lieux des mesures déjà prises par les pays et des lacunes qui subsistent.

Malgré la mobilisation sur le sujet, les résultats sont inégaux. Des progrès ont été réalisés dans 154 pays, mais d'importants écarts subsistent.

Dans les secteurs animal et agroalimentaire, « il est urgent d'accroître les investissements et d'intensifier l'action ». Par exemple, seuls 64 pays indiquent respecter les recommandations de la FAO, de l'OIE et de l'OMS consistant à limiter l'utilisation d'antimicrobiens d'importance critique comme facteurs de croissance dans la production animale. Par ailleurs, 67 pays déclarent disposer de lois permettant de contrôler tous les aspects de la production, de l'homologation et de la distribution d'antimicrobiens destinés aux animaux, tandis que 56 pays indiquent ne pas avoir de politique ou de législation à ce sujet, ou ne sont pas en mesure d'indiquer s'ils avaient mis en place de telles politiques.

Les responsables de la FAO, de l'OMS et de l'OIE appellent les pays à déployer davantage d'efforts pour réduire l'utilisation non réglementée et excessive d'antimicrobiens dans l'agriculture, et exhortent à éliminer progressivement l'utilisation d'antimicrobiens comme facteurs de croissance dans la production animale – animaux terrestres et aquatiques. »

Pour les agences, la priorité absolue est d'apporter un soutien aux pays à revenu faible ou intermédiaire afin de les aider à appliquer les normes internationales spécifiques de l'OIE, une législation nationale adaptée et le renforcement des services vétérinaires.

En santé humaine, les progrès sont plus importants : 105 pays sont désormais « dotés d'un système de surveillance pour la notification des infections résistantes aux médicaments et 68 pays dotés d'un système de suivi de la consommation d'antimicrobiens. En outre, 123 pays ont indiqué avoir adopté des politiques visant à réglementer la vente d'antimicrobiens, y compris la nécessité d'une ordonnance pour l'usage humain ».

(La France Agricole, 23/07/2018)

Matières premières et aliments

Évolution du cours des matières premières sur 8 mois 2018

Sur les huit premiers mois 2018, les cours des matières premières continuent d'évoluer sur un marché tendu entre conditions climatiques défavorables et un conflit commercial sino-américain qui perdure.

➤ Flambée des prix des céréales

Des épisodes de sécheresse intenses et prolongés ont touché l'ensemble des grands pays producteurs de l'hémisphère nord dont la France, ont entraîné une forte hausse des cours internationaux des céréales. En France, le contexte prix de la récolte 2018 est nettement haussier par rapport à l'année dernière. La cotation du blé rendu Ile-et-Vilaine qui suivait une progression graduelle de 3 % par mois depuis janvier a connu une forte hausse entre juin et juillet (+ 8%) et s'établit à 211 € / t sur les trois premières semaines d'août 2018, soit en forte hausse par rapport à la moyenne de juillet (193 € / t), et en hausse de 38,7 % par rapport à août 2017. Sur 7 mois 2018, la cotation du blé tendre est en hausse de 1,8 % par rapport à 7 mois 2018

Le maïs est également en hausse de 2,9 % par mois depuis janvier pour s'établir à 181 € / t en juillet 2018. La cotation moyenne du maïs est en repli de 9,7 % sur 7 mois 2018 par rapport à l'année passée en raison des cours élevés du premier semestre 2017. Toutefois, les incertitudes sur les récoltes ont orientés les cours à la hausse et la cotation s'établit à 191 € / t sur les trois premières semaines d'août 2018 soit une progression de 6 % par rapport à août 2017.

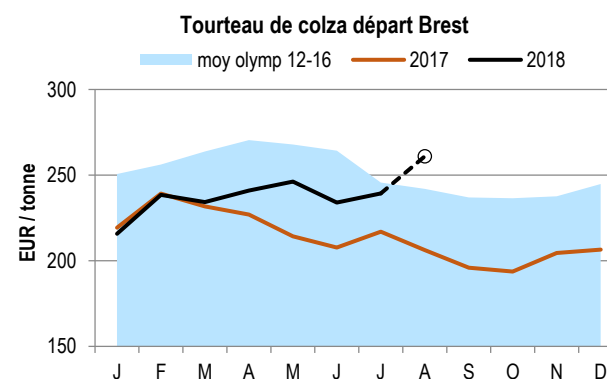
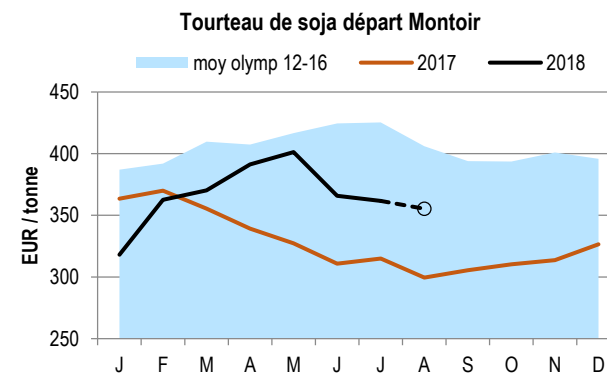
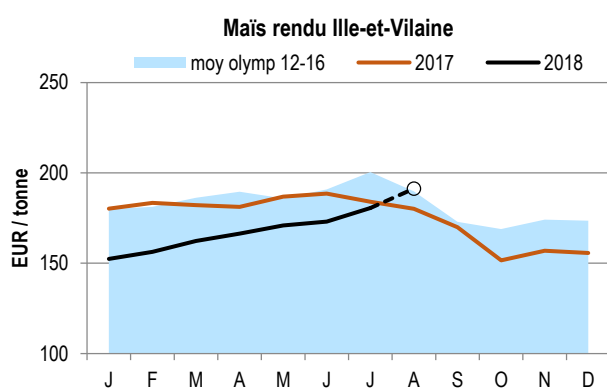
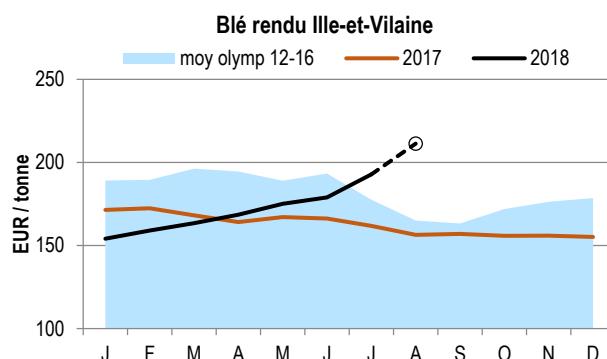
➤ Des oléagineux sous pression

Les cours des oléagineux sont en baisse au second trimestre 2018. La guerre commerciale sino-américaine continue de pénaliser directement le marché du soja : depuis le 6 juillet la Chine taxe désormais le soja étatsunien à 28 %, contre 3 % auparavant, suite aux mesures des États-Unis frappant les produits chinois. L'évolution baissière des cours a de plus été influencée par les prévisions à la hausse de l'USDA de la production étatsunienne en soja et le recul des cours du pétrole.

Ainsi, la cotation du tourteau de soja départ Montoir, qui suivait un accroissement de 6,0 % par mois entre janvier et mai 2018 s'est repliée en juin et juillet. Sur 7 mois 2018, la cotation du tourteau de soja est toutefois en hausse de 8,0 % par rapport à l'année précédente. Sur les trois premières semaines d'août 2018, la cotation du tourteau de soja départ Montoir s'établit à 355 € / t en hausse de 18,6 % par rapport à août 2017.

Le prix français du tourteau de colza suivait celui du soja au premier semestre. Face à des perspectives de récoltes dégradées, en lien avec la sécheresse, celui-ci est reparti à la hausse à partir de juillet. Sur 7 mois 2018, le cours du tourteau de colza départ Brest est en hausse de 6,0 % par rapport à 2017.

Cotation des matières premières sur 8 mois 2018. Données d'août estimées sur les 3 premières semaines



Source : ITAVI d'après La Dépêche - Le Petit Meunier

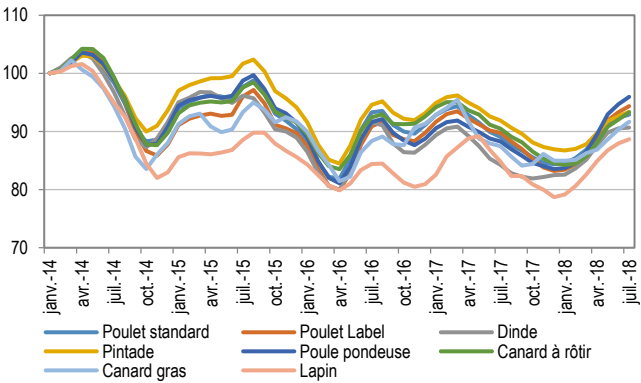
➤ Indices ITAVI

En juillet 2018, les cours mensuels lissés sur trois mois sont en hausse par rapport au mois précédent pour les principales céréales avec + 4,7 % pour le blé, + 2,8 % pour le maïs et + 3,0 % pour l'orge. Les cours des tourteaux restent en hausse pour le tournesol (+ 0,8 %) mais sont en repli pour le soja (- 2,6 %) et le colza (- 2,0 %). Les cours de la luzerne progressent légèrement (+ 0,4 %), tandis que ceux de la pulpe de betterave déshydratée baissent (- 0,1 %).

Les indices de coût de l'aliment calculés par l'ITAVI (base 100 en janvier 2014) se maintiennent en hausse en juillet 2018 avec un ralentissement associé aux cours des tourteaux en repli.

Par rapport à juin 2018, l'indice aliment progresse pour l'ensemble des espèces : + 0,6 % pour le poulet standard, + 1,1 % pour le poulet label, +0,1 % pour la dinde, + 1,3 % pour les poules pondeuses et s'échelonnant de + 0,8 % (lapin) à + 1,5 % (canard gras) pour le reste des espèces.

Évolution des indices aliments ITAVI depuis janvier 2014



<https://www.itavi.asso.fr/content/les-indices-itavi>

Indices ITAVI – juillet 2018

	Juillet 2018	Évol. m/m-1
Poulet standard	92,90	+ 0,6 %
Poulet Label	94,37	+ 1,1 %
Dinde	90,68	+ 0,1 %
Pintade	93,68	+ 0,8 %
Canard à rôtir	93,29	+ 1,3 %
Canard gras	91,66	+ 1,5 %
Poule pondeuse	95,95	+ 1,3 %
Lapin	88,65	+ 0,8 %

Source : ITAVI

Volailles de chair

marché français

Abattages

En tonnes, les abattages de volailles sur 5 mois 2018 sont en hausse de 6,9 % par rapport à 5 mois 2017 pour s'établir à 720 000 téc, tirés par des abattages dynamiques en poulet (+ 6,5 % soit + 28 500 téc) et par la reprise de la production de canard gras (+ 15 200 téc) avec des abattages qui retrouvent les niveaux des années antérieures aux épisodes d'influenza depuis avril. Sur les 5 premiers mois, les abattages de dinde suivent également une progression de 1,1 % de même que pour la pintade (+ 3,0 %) tandis que les abattages de canard à rôti sont en légère baisse (- 0,3 %).

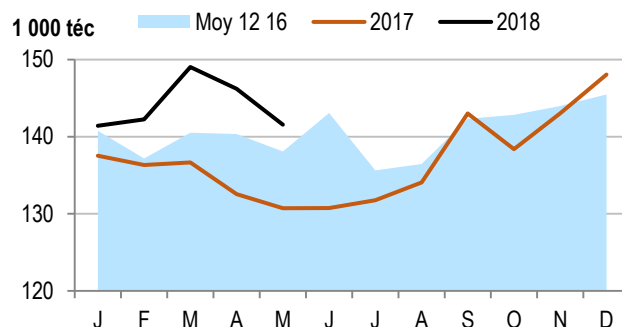
En têtes, le cumul des abattages de poulets sur 5 mois 2018 a augmenté moins vite que les tonnages (+ 4,3 % contre + 6,5 %) ce qui suggère une augmentation du poids moyen à l'abattage (+ 2,2 %) liée aux baisses de production du poulet léger type « grand export » et également aux stratégies de reconquête du marché intérieur sur la découpe qui oriente la production standard vers des souches plus lourdes. À noter également une hausse du poids moyen des poules et coqs de réforme de 7,8 % sur 4 mois 2018 par rapport à 4 mois 2017.

Commerce extérieur

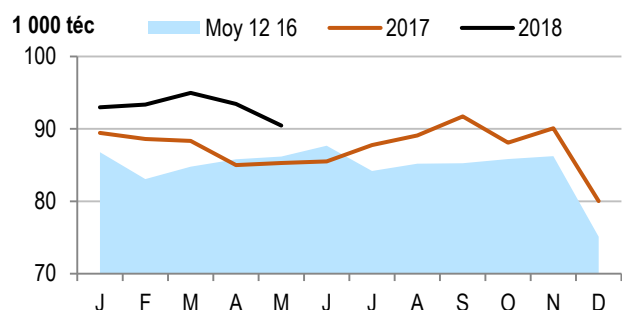
Sur les six premiers mois 2018, les exportations françaises de viandes et préparations de volailles sont en repli de 3,2 % par rapport à 2017 en volume mais en hausse de 3,7 % en valeur avec une progression des expéditions vers l'Union européenne de 4,7 % en volume, notamment vers la Belgique et l'Allemagne. Les exportations vers les pays tiers sont en repli (- 10,6 %) avec une baisse des exportations vers les pays du Proche et Moyen-Orient (PMO) de 5,9 % en volume et vers l'Afrique Subsaharienne (- 7,1 %). **Les importations de viandes de volailles augmentent en volume (+ 4,4 %) et en valeur (+ 9,5 %)** sur janvier-juin 2018 via une hausse des importations de poulet belge (+ 7 800 téc) et polonais (+ 8 000 téc) tandis que le recul des importations brésiliennes (- 1 300 téc) est compensé par des produits thaïlandais (+ 1 300 téc) et ukrainiens (+ 500 téc).

Les exportations de poulet sont en baisse en volume (- 2,7 %) et en hausse en valeur (+ 5,2 %) au premier semestre 2018. Les exportations à destination de l'UE progressent en volume (+ 8,6 %) et en valeur (+ 12,6 %), à travers la hausse des exportations vers la Belgique (+ 11 M€), l'Allemagne (+ 8 M€) et le Royaume-Uni (+ 6 M€), principalement des découpes fraîches et congelées. Les exportations vers les Pays tiers sont en recul en volume (- 10,5 %) et valeur (- 5,1 %), en lien avec le repli vers Hong-Kong (- 3 M€), le Bénin (- 2 M€) et malgré des hausses vers les PMO (+ 2,3 M€) pour lesquels le prix d'exportation est en forte hausse sur 6 mois 2018 (+ 9,4 %).

Abattages contrôlés CVJA de volailles en milliers de téc



Abattages contrôlés CVJA de poulets en milliers de téc



Source : ITAVI d'après SSP

Échanges français de viandes et préparations de volailles en volume en janvier-juin 2018 / 2017

1000 téc	Exportations		Importations	
	6 mois	18/17 %	6 mois	18/17 %
Volailles	255,4	-3,2	320,8	4,4
dont UE 28	134,2	4,7	307,1	4,4
dont pays tiers	121,3	-10,6	13,8	4,5
Poulet	196,2	-2,7	284,7	3,5
dont UE 28	88,7	8,6	272,5	3,4
dont pays tiers	107,5	-10,5	12,2	5,9
dont PMO	63,5	-5,9	0,1	3,0
Dinde	39,5	-5,9	23,5	1,4
dont UE 28	30,9	-2,5	22,7	2,0
dont pays tiers	8,6	-16,4	0,7	-13,6
Canard	14,3	-1,7	9,7	57,5
Pintade	2,8	12,3	0,0	-56,9

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Les importations de poulet s'inscrivent à la hausse au premier semestre 2018 tant en volume (+ 3,5 %) qu'en valeur (+ 8,0 %), notamment depuis la Belgique (+ 19 M€), la Pologne (+ 18 M€) et l'Allemagne (+ 8 M€). Le solde des échanges de poulet avec les autres États membres reste donc déficitaire au premier semestre 2018 (- 320 M€) et en hausse par rapport à l'année précédente (- 307 M€).

Au premier semestre 2018, les exportations de dindes reculent en volume (- 5,9 %) et en valeur (- 1,1 %) notamment vers la l'Allemagne (- 1 800 téc). Les importations de dindes sont en hausse de 1,4 % en volume et de 5,3 % en valeur avec une hausse des achats en provenance de Pologne (+ 500 téc).

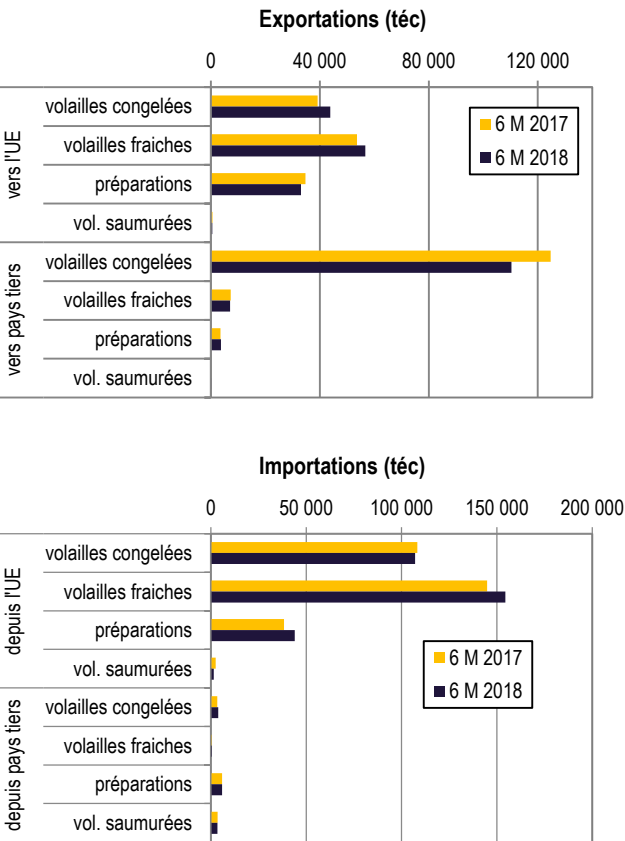
Les exportations de viande de canard sont en repli de 1,7 % en volume et en hausse de 5,8 % en valeur avec une progression des ventes vers l'Allemagne (+ 4,5 M€) et le Japon (+ 1,3 M€). Les baisses d'exportation vers les autres pays européens semblent avoir été soutenues par un prix moyen en hausse (4,42 € / kg soit + 7,5 %)¹. Les importations repartent à la hausse en volume (+ 57,5 %) et en valeur (+ 59,2 %) principalement en provenance de Hongrie et Bulgarie.

Ainsi le solde des échanges de viandes et préparations de volaille est négatif en volume (≈ 65 000 téc) et en valeur (- 174 M€) sur six mois 2018 avec un déficit qui augmente de 41 M€ (+ 30 %) par rapport à 2017.

Achat de viande de volaille par les ménages

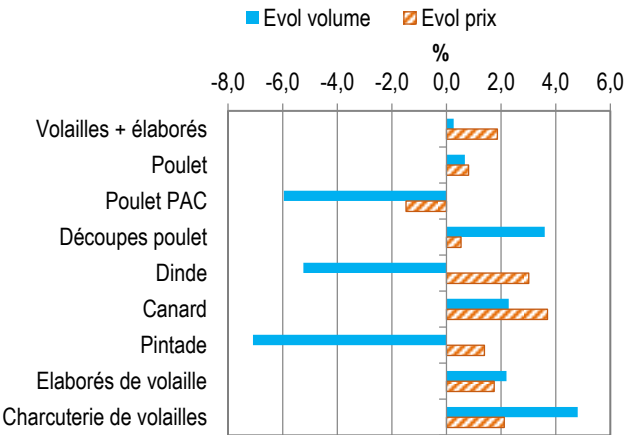
Les achats de viandes de volailles et élaborées fraîches progressent (+ 0,3 %) sur huit périodes 2018 par rapport à 2017. Les achats de poulet suivent une hausse de 0,7 % avec un repli des achats de poulet PAC Label (- 6,1 %) et standard (- 11,7 %) tandis que les découpes suivent une progression de 3,6 % aussi bien pour les escalopes (+ 1,5 %) que pour les cuisses et gigues (+ 1,5 %). Les achats des ménages sont en nette diminution pour la dinde (- 5,2 %) et la pintade (- 7,1 %) tandis qu'ils progressent pour le canard (+ 3,7 %). Le segment des produits transformés progresse toujours avec une hausse de 2,2 % pour les élaborés et de 4,8 % pour la charcuterie.

Évolution des échanges français de volailles par type de produit sur 6 mois 2018 par rapport à 6 mois 2017



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Évolution des achats des ménages en % sur 8 périodes 2018 / 2017



Source: ITAVI d'après Kantar Worldpanel

¹ Une analyse fine des douanes françaises nous conduit à considérer avec prudence ces évolutions prix-volume, notamment les découpes désossées de canard à destination d'Europe du Sud.

Volailles de chair

marché européen

Abattages

Toutes volailles confondues, les abattages sont en hausse de 3,6 % en Union européenne sur 5 mois 2018 par rapport à 2017 grâce à des abattages de poulets en hausse (+ 1,7 %), au dynamisme des abattage de dinde (+ 7,3 %), mais aussi de canard (+ 40,1 %) avec la reprise de la production en Hongrie, France et Pologne. Les abattages de poulets progressent notamment en Pologne (+ 5,4 %), en Allemagne (+ 7,8 %) et en France (+ 6,8 %). Les abattages communautaires de dinde sont en hausse sur 5 mois 2018 par rapport à 2017 avec la reprise de la production en Pologne (+ 23,5 %) suite aux épisodes de grippe aviaire et des abattages dynamiques en Allemagne (+ 4,2 %), en Espagne (+ 21,4 %), au Royaume-Uni (+ 12,9 %) et en Hongrie (+ 8,3 %) tandis que la production se replie en Italie (- 6,0 %).

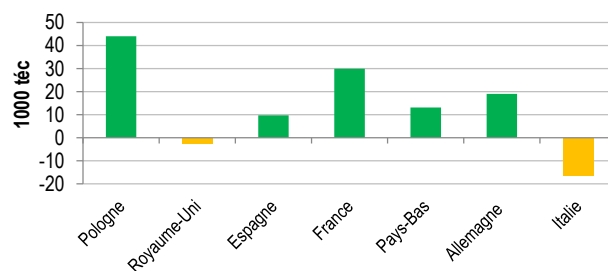
Commerce extérieur

Les exportations extra-européennes de volailles sont en hausse de 10 % en volume sur 5 mois 2018 par rapport à 2017, notamment en direction des Philippines (+ 96 %), de l'Ukraine (+ 25 %) et du Ghana (+ 18 %). En revanche les exportations sont en recul à destination de l'Afrique du Sud (- 42 %), de Hong-Kong (- 43 %) et du Bénin (- 21 %). Les exportations concernent surtout des découpes congelées (68 %) et dans une moindre mesure des carcasses congelées (16 %).

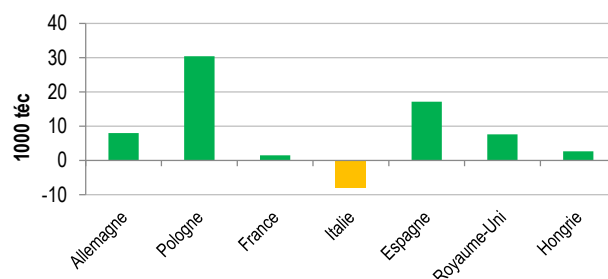
Les importations de viandes de volailles en provenance des pays tiers sont en recul de 8,8 % sur cinq mois 2018 avec la poursuite des diminutions en provenance du Brésil (- 42 %) suite au scandale sur le système de certification et de contrôle sanitaire sur les viandes. Par conséquent, les importations de viandes saumurées se rétractent (- 26 %). Par substitution les importations progressent en provenance d'Ukraine (+ 91 %), de Thaïlande (+ 13 %) et du Chili (+ 78 %) avec une forte hausse des volumes de découpes fraîches (+ 82 %) et congelées (+ 25 %). En effet, les importations d'« autres découpes de poulet » (CN 02 07 13 70) en provenance d'Ukraine sont en hausse de 131 % sur 5 mois 2018 par rapport à 2017 (+ 27 000 téc) à destination des Pays-Bas, de Pologne et de Slovaquie notamment.

Ainsi le solde des échanges en volume est positif sur 5 mois 2018 à + 391 000 téc et la balance commerciale redevient positive (+ 24 M€) en lien avec la baisse des importations en provenance du Brésil.

Évolution des abattages de gallus en 1000 téc sur 5 mois 2018/2017

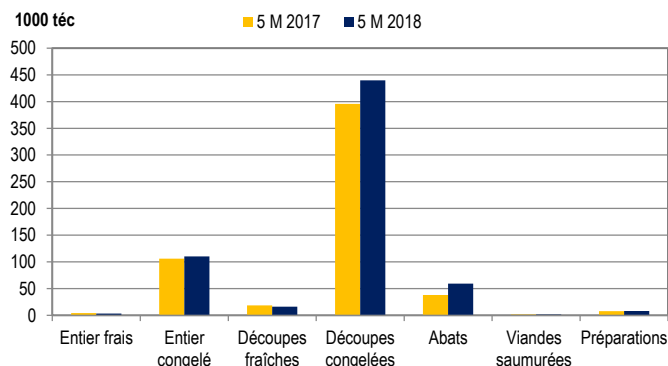


Évolution des abattages de dinde en 1000 téc sur 3 mois 2018/2017

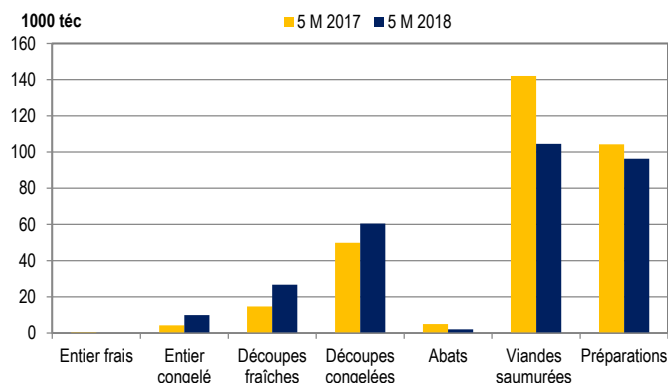


Source : ITAVI d'après Eurostat et SSP

Évolution des exportations extra-communautaires de poulet au sur 5 mois 2018 / 2017, en 1000 téc



Évolution des importations extra-communautaires de poulet sur 5 mois 2018 / 2017, en 1000 téc



Source : ITAVI d'après CIRCABC

Poules pondeuses et œufs

marché français

Indicateurs de production

Selon le SSP, les mises en place de poulettes d'un jour s'établissaient à 15,0 millions de têtes sur les quatre premiers mois 2018 contre 15,7 en 2017 (- 4,5 %). Aussi, selon le modèle ITAVI-CNPO-SSP, la production d'œufs hors production traditionnelle des 8 premiers mois 2018 serait en baisse de 2,6 % par rapport à 8 mois 2017. Selon le CNPO, les mises en place de poulettes sont en hausse de 7,6 % sur les 6 premiers mois 2018 par rapport à 2017. Selon COOP de France NA et le SNIA, les fabrications d'aliments pour pondeuses d'œufs de consommation des 6 mois 2018 ont augmenté de 2,9 % par rapport à 6 mois 2017 et les fabrications d'aliments pour poulettes de 11,0 %.

Commerce extérieur

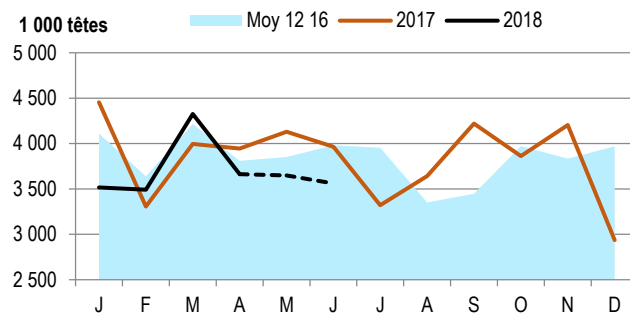
Le solde des échanges d'œufs en coquille est négatif (- 18 500 téoc ; - 21 M€) sur 6 mois 2018 du fait d'un fléchissement des exportations en volume (- 13,7 %) et en valeur (- 12,2 %), et d'une hausse du prix moyen d'importation de 12,4 % liée aux cours européens qui restaient élevés au premier trimestre 2018. Les exportations d'ovoproduits reculent en volume sur 6 mois 2018 (- 7,4 %) tandis qu'elles progressent en valeur (+ 7,4 %) avec un accroissement des ventes en direction de l'Union européenne (+ 16,2 %) tirées par les prix moyen du jaune liquide et des produits séchés en hausse. Les importations d'ovoproduits reculent de 9,2 % en volume sur 6 mois 2018 / 2017, tandis qu'elles progressent de 8,6 % en valeur avec une hausse des importations en provenance d'Espagne notamment (+ 6 M€). Le solde en ovoproduits est positif (+ 17 M€) et s'accroît de 0,8 M€ sur 6 mois 2018 par rapport à 2017. Ainsi, le déficit global en œufs et ovoproduits se réduit (- 3,9 M€ en 2018 contre - 6,9 M€ en 2017).

Indicateurs de marché

Sur les huit premières périodes 2018 (prenant fin le 5 août 2018) la consommation à domicile d'œuf en coquille est en hausse de 0,4 % avec une baisse des volumes d'œufs cage de 4,3 % tandis que les achats d'œufs Plein-Air hors Label et Bio progressent (+ 10,6 %), de même que pour le sol (+ 9,9 %). Les achats des ménages d'œufs bio progressent (+ 3,2 %) avec des prix en hausse de 4,8 %. Le prix des œufs, tous modes d'élevages confondus, augmente de 2,8 % entre 8 périodes 2018 et 8 périodes 2017 en lien avec la hausse des consommations d'œufs issus de pondeuses en systèmes alternatifs à la cage.

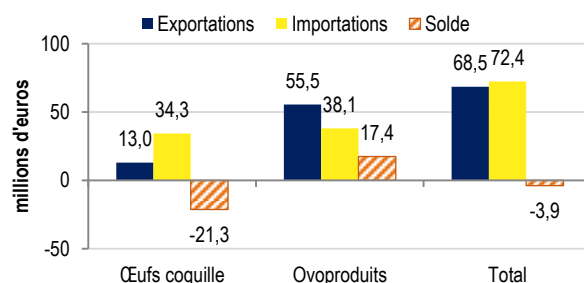
Avec le retour progressif de l'offre européenne, les cotations des œufs convergent vers les prix des années antérieures, les cours du calibré passant même dessous leur niveau de 2017 en semaine 17. Si la TNO du calibré se replie sur les 34 premières semaines, elle reste toujours en hausse de 13,1 % par rapport à 2017. La TNO Industrie moyenne est en hausse de 2,5 % sur 33 semaines 2018 mais suit des cours plus proche des années passées depuis la semaine 6.

Mises en place mensuelles de poulettes. Estimations pour mai et juin réalisées à partir des données CNPO



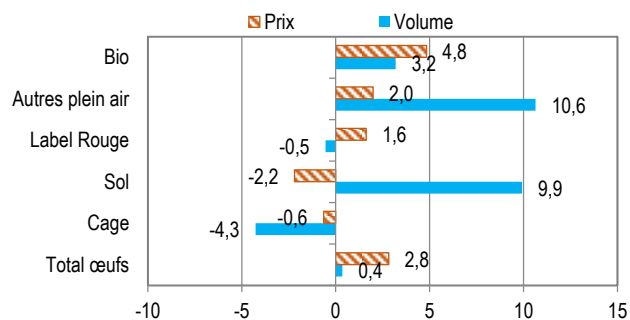
Source : ITAVI d'après SSP, CNPO

Commerce français d'œufs et ovoproduits en valeur sur 6 mois 2018



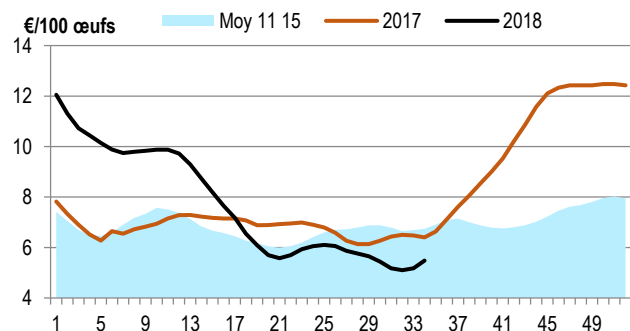
Source : ITAVI d'après douanes françaises

Évolution des achats des ménages d'œufs sur 8 périodes 2018/2017



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel

Évolution de la TNO (moyenne cal. M et G, €/100 œufs)



Source : ITAVI d'après Les Marchés

Poules pondeuses et œufs

marché européen

Cheptel européen de pondeuses

Sur cinq mois 2018, selon MEG, les mises en place européennes sont en hausse de 1,2 % par rapport à 2017 avec des augmentations notamment en Allemagne (+ 14,1 %), en Pologne (+ 8,5 %) et au Royaume-Uni (+ 3,1 %), et des baisses aux Pays-Bas (- 7,4 %) et en France (- 6,0 %). Selon MEG, le cheptel de pondeuses dans l'UE baisse de 0,3 % entre 2016 et 2017 et devrait être en hausse de 1,0 % sur les dix premiers mois de 2018 par rapport à huit mois 2017.

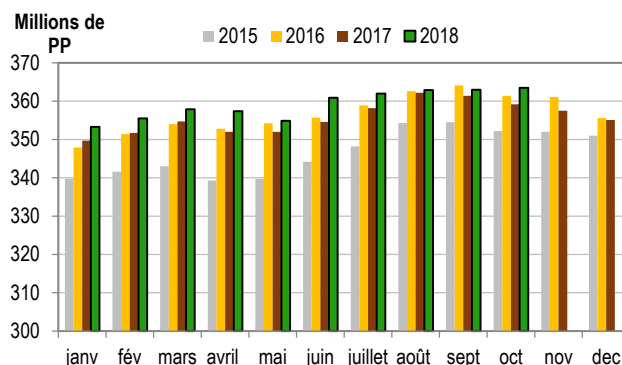
Commerce extérieur

Sur les cinq premiers mois 2018 on observe une baisse des exportations extra-européenne totale d'œufs et ovoproduits en volume par rapport à 2017 (- 14,8 %) qui s'établissent à 83 000 téoc. Ce sont notamment les exportations d'œufs coquille (- 17 %) et d'ovalbumines (- 23 %) qui se replient. Selon la Commission européenne, sur 5 mois les exportations d'œufs et ovoproduits se replient vers la Thaïlande (- 43 %), Taïwan (- 34 %), la Corée du Sud (- 61 %) et la Russie (- 40 %) tandis qu'elles remontent vers le Japon (+ 2,2 %) et Israël (+ 101 %).

Les importations (faibles en valeur absolue) sont en nette hausse sur 5 mois 2018 par rapport à 2017 (+ 118 %) concernant surtout les ovoproduits entiers (+ 82 %) et les œufs coquille (+ 498 %). Ce sont notamment les importations en provenance de l'Ukraine qui progressent (multiplication par 20) dépassant leur niveau de 2016. Les importations communautaires en provenance d'Ukraine représentent 46,2 % du total importé en volume, devant les États-Unis (28,1 %). Les importations d'œufs et ovoproduits en provenance des États-Unis sont en repli de 5 % par rapport à 2017. À noter également une hausse significative des importations en provenance d'Argentine (+ 57 %) qui représente 9,7 % des importations sur 5 mois 2018. Les importations italiennes sont responsables de la moitié de la hausse des importations d'œufs et d'ovoproduits en UE, notamment en entiers, le pays ayant été touché par des épizooties d'influenza aviaire en fin d'année 2017 et cherchant à s'approvisionner sur le marché extérieur pour combler le déficit d'offre.

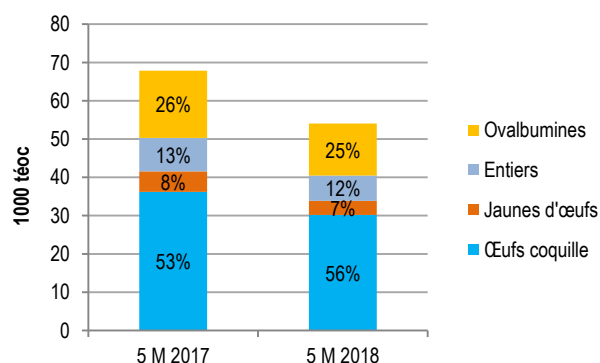
Le solde des échanges extra-communautaires d'œufs et ovoproduits est positif en valeur sur cinq mois 2018 (+ 82 M€) mais en repli de 5,8 % par rapport à 2017 (+ 87 M€) principalement du fait de la baisse des exportations.

Évolution du cheptel de pondeuses en production dans l'UE 28 en millions de pondeuses



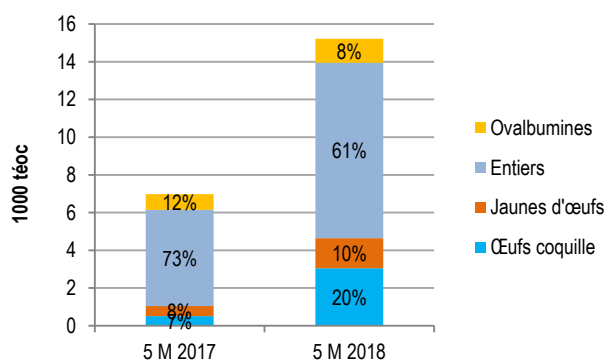
Source : MEG

Évolution des exportations extra-européennes d'œufs et ovoproduits au premier trimestre 2018 / 2017



Source : ITAVI d'après CIRCABC

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits au premier trimestre 2018 / 2017



Source : ITAVI d'après CIRCABC

Lapin marché français

Indicateurs de production

Les inséminations artificielles des 34 premières semaines 2018 s'établissent à 2,4 millions de femelles contre 2,6 en 2017 soit une baisse de 9,4 %. Les fabrications d'aliment ont baissé de 7,8 % sur 6 mois 2018 par rapport à l'année précédente. Sur la 5 mois, les abattages contrôlés de lapins se replient de 6,4 % en tonnes et de 6,5 % en têtes.

Commerce extérieur

Sur six mois 2018, le solde des échanges est positif en volume et en valeur avec un excédent commercial de 8,0 M€, inférieur de 0,9 % à celui observé en 2017 (8,1 M€), ce qui s'explique par le repli des exportations vers le Portugal (- 120 t€), la Belgique (- 170 t€) et Hong-Kong (- 100 t€).

Les exportations se replient de 21,9 % en volume et de 6,4 % en valeur sur janvier-juin 2018 par rapport à l'année précédente avec un prix moyen d'exportation en hausse de 19,9 %. Les exportations se replient vers le Portugal (- 120 t€) la Belgique (- 170 t€) et Hong Kong (- 100 t€) tandis qu'ils progressent vers l'Italie (+ 40 t€) et l'Allemagne (+ 70 t€).

Les importations françaises de lapin ont quant à elles baissé en volume (- 15,6 %) et en valeur (- 19,0 %). En effet, les importations reculent en provenance de Belgique (- 6,4 %), d'Espagne (- 23,7 %) mais aussi de Chine (- 40,0 %) sur 6 mois 2018.

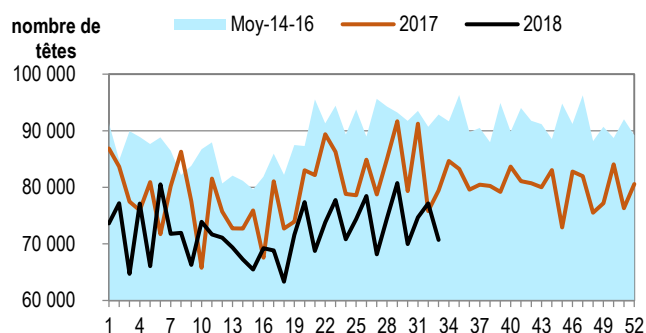
Le solde du commerce de viande de lapin est en repli de 25,6 % en volume et de 0,9 % en valeur sur 6 mois 2018 pour s'établir à + 8,1 M€.

Indicateurs de marché

Sur 33 semaines 2018, la cotation du vif est en hausse de 6,0 % par rapport à 2017. Sur 34 semaines 2018, la cotation moyenne des carcasses triées progresse de 7,1 % par rapport à 2017 (à 5,44 €/kg) tandis que celle des carcasses standard est supérieure de 4,0 % soit 3,96 €/kg contre 3,69 €/kg.

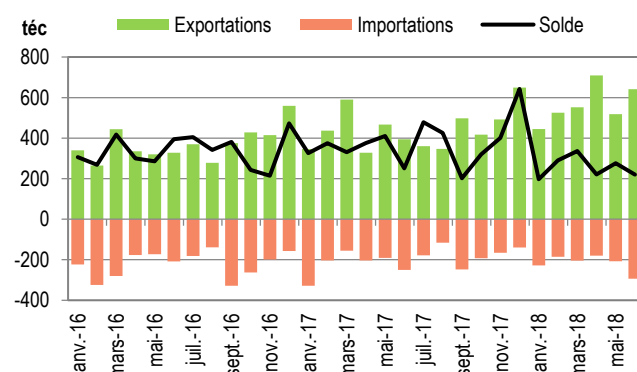
Sur le cumul des 8 premières périodes 2018, les achats de lapin sont en repli de 12,4 % par rapport à 2017 en volume. Ce sont principalement les achats de lapin entier qui diminuent avec une baisse de 13,5 % des volumes, notamment sur l'entier non-découpé (- 16,0 %). De même les morceaux sont également en recul sur la période (- 13,4 %).

Évolution du nombre d'inséminations artificielles en têtes



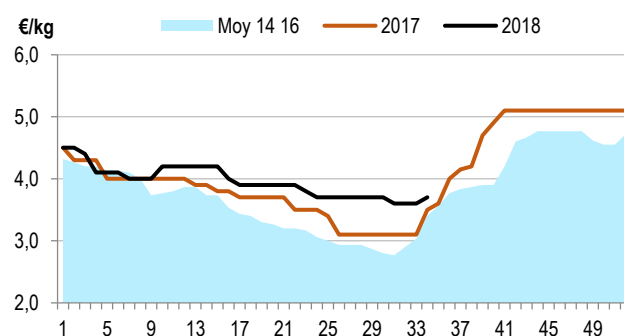
Source : CLIPP

Échanges français de viandes et préparations de lapin en volume en janvier-juin 2018 / 2017



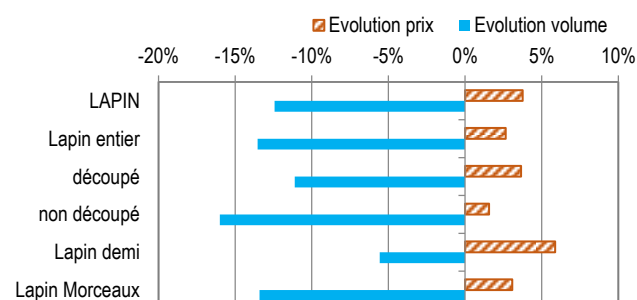
Source : ITAVI d'après douanes françaises

Prix des carcasses standard de lapin en €/kg



Source : Les Marchés

Évolution des achats des ménages entre 8 P 2018 et 8 P 2017



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel

Palmipèdes gras

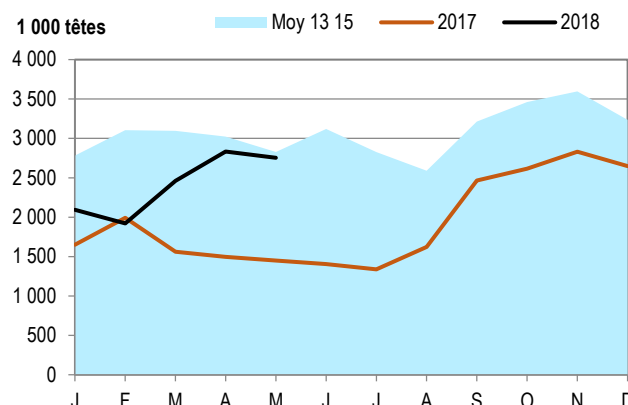
marché français

Indicateurs de production

Sur 5 mois 2018, les éclosions de canetons à gaver ont augmenté de 35,5 % par rapport à 2017 et en hausse de 2,7 % par rapport à la moyenne 2013-2015. Les éclosions d'oies sont quant à elles en repli de 7,9 % sur cinq mois. Au premier semestre 2018, les fabrications d'aliment pour palmipède gras sont en hausse de 39,5 % par rapport à 2017.

Sur 5 mois, les abattages de canard gras sont en hausse de 48,9 % par rapport à 2017 et en baisse de 17,2 % par rapport à 2013-2015 indiquant une reprise modérée de la production. En avril et mai, les abattages retrouvent toutefois les niveaux d'avant les deux épisodes successifs d'influenza aviaire.

Évolution des abattages de canards gras en nombre de tête



Source : ITAVI d'après SSP

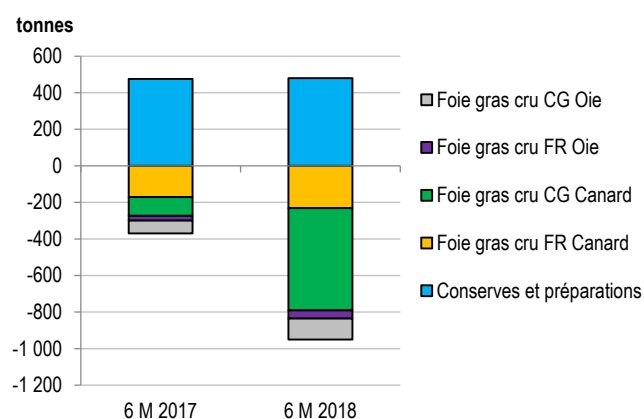
Commerce extérieur

Les exportations de foie gras sont en hausse en volume (+ 0,5 %) et en valeur (+ 8,4 %) sur au premier semestre 2018. Les importations ont quant à elle augmenté de 45,7 % en volume et de 73,7 % en valeur traduisant une hausse du prix moyen des produit échangés.

Les exportations de foie gras cru ont augmenté en volume vers les pays tiers (+ 43,1 %), avec le retour des exportations vers le Japon, tandis qu'elles se replient de 12,2 % vers l'UE avec un recul vers la Belgique (- 36,8 %), le Luxembourg (- 42,7 %) et le Royaume-Uni (- 15,7 %). Les importations de foie gras cru sont en hausse en volume (+ 55,2 %), tirées par le retour des importations en provenance de Hongrie (+ 151 %) et de Bulgarie (+ 51 %). Les exportations de préparations à base de foie gras sont quant à elles en repli en volume (- 3,4 %) et en valeur (- 0,2 %), du fait d'un repli des exportations en volume vers l'Espagne (- 23,3 %). Les importations de préparations, plus confidentielles, ont quant à elles reculé de 15,1 % en volume.

En raison des fortes hausses d'importation de foie gras cru de canard, le solde du commerce extérieur de foie gras devient déficitaire au premier semestre 2018 en volume (- 470 tonnes) comme en valeur (- 3,1 M€).

Solde des échanges de foie gras en tonnes entre 2017 et 2018 (CG : congelé ; FR : frais)



Source : ITAVI d'après douanes françaises

1. FRANCE

Modalités d'application des mesures de biosécurité dans les exploitations de volailles ainsi que les contrôles de leur bonne application. DGAL/SDSPA/2018-549

[\(BO Agri, 26/07/2018\)](#)

Arrêté du 5 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 8 février 2016 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire

[\(JORF, 13/07/2018\)](#)

Arrêté du 2 juillet 2018 relatif à l'organisation de producteurs LUR BERRI SCA Coopérative Agricole et modifiant l'arrêté du 16 avril 1993 portant reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs

[\(JORF, 14/07/2018\)](#)

Avis relatif à l'ouverture d'une procédure nationale d'opposition pour la demande de modification des conditions de production communes relatives à la production en label rouge « volailles fermières de chair »

[\(JORF, 19/07/2018\)](#)

Arrêté du 11 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2013 relatif à la définition des dangers sanitaires de première et deuxième catégorie pour les espèces animales

[\(JORF, 17/07/2018\)](#)

2. UNION EUROPEENNE

Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République populaire de Chine dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC relative à l'affaire DS492 - Mesures affectant les concessions tarifaires concernant certains produits à base de viande de volaille

[\(Commission Européenne, 05/07/2018\)](#)

Règlement d'exécution (UE) 2018/982 de la Commission du 11 juillet 2018 concernant l'autorisation d'une préparation d'acide benzoïque, formiate de calcium et acide fumérique en tant qu'additif pour l'alimentation des poulets d'engraissement et des poulettes destinées à la ponte (titulaire de l'autorisation: Novus Europe N.A./S.V.) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.)

[\(JOUE, 12/07/2018\)](#)

Décision d'exécution (UE) 2018/1044 de la Commission du 23 juillet 2018 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2017/247 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres [notifiée sous le numéro C(2018) 4795] (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.)

[\(JOUE, 25/07/2018\)](#)